

Ont été élus pour le Comité :

D^r PECHEDIMALDJI.

D^r DICKSON, médecin de la Légation britannique.

D^r SEVASTOPULO.

D^r AZIZ-BEY, professeur à l'École de médecine.

FAIK-PACHA, membre du Conseil supérieur de santé militaire.

LEVAL-EFFENDI, ingénieur.

Agréez, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Comité international de la Croix rouge :

Le Secrétaire,

Le Vice-Président,

G. ADOR.

L. MICHELI.

LE CROISSANT ROUGE

Dans notre bulletin de janvier dernier (n° 29), nous avons donné le texte de la dépêche de la Sublime-Porte adressée au président de la Confédération suisse, en date du 16 novembre 1876, par laquelle Safvet-Pacha notifiait la décision prise par la Turquie de remplacer, dans le brassard et le drapeau adoptés par la Convention de Genève, la Croix rouge par le Croissant rouge. La Porte demandait en outre au Conseil fédéral suisse, de prendre les mesures nécessaires pour faire admettre le Croissant rouge, comme signe de neutralisation, par les puissances signataires de la Convention de Genève.

A la réception de cette dépêche le Conseil fédéral, par sa note du 29 novembre 1876, en a donné connaissance aux Etats signataires de la Convention, et leur a demandé leur avis sur la communication de la Sublime-Porte. A la date du 13 avril 1877 le Conseil fédéral avait reçu la réponse de onze Etats : l'Autriche-Hongrie, le Portugal, le Danemark, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Suède, les Pays-Bas, la Roumanie, le Monténégro, l'Italie et la Russie.

Dans sa note du 13 avril 1877 le Conseil fédéral a adressé à Son Excellence Safvet-Pacha, ministre des Affaires étrangères de la Sublime-Porte, un résumé des réponses de ces divers Etats ¹.

Le Portugal et le Danemark adhèrent purement et simplement à la proposition turque; la Belgique, la Grande-Bretagne et la Suède, tout en adhérant, demandent que l'arrangement qui interviendra soit consigné dans un protocole spécial modifiant l'art. 7 de la Convention. Le gouvernement des Pays-Bas, à la date du 8 mars, examinait encore la question dans une disposition favorable à la demande de la Turquie. La Roumanie et le Monténégro déclarent accepter d'avance la décision de la majorité des puissances; ce dernier Etat profite de la circonstance pour se plaindre de violations de la Convention, qui auraient été commises par les troupes turques dans les mois de septembre et d'octobre 1876.

L'Italie prend acte de l'engagement de la Porte de vouloir respecter la Croix rouge et adhère à la proposition turque, tout en constatant que « sa déclaration ne préjuge aucunement les déterminations qui pourraient être prises par les gouvernements qui viendraient à se trouver en état de guerre avec la Sublime-Porte. »

L'Autriche-Hongrie exprime son étonnement au sujet de la demande de la Turquie, qui avait adhéré sans réserves à la Convention de Genève. En signalant le danger qu'il y aurait à substituer à la Croix le Croissant, emblème national turc, elle se déclare cependant prête à discuter dans une conférence la proposition de la Porte.

Enfin, la Russie conteste à la Turquie le droit de substituer de son propre chef le Croissant à la Croix, dans l'emblème de neutralité adopté par les signataires de la Convention; elle estime qu'une déclaration formelle de la Turquie portant que cette puissance respectera la Croix rouge, est nécessaire avant toute discussion ultérieure; elle signale les dangers d'une confusion entre le Croissant emblème national turc, et le Croissant signe de neutralité pour les ambulances ottomanes, et les inconvénients du Croissant comme symbole de neutralisation. La Russie se déclare prête d'ailleurs à s'entendre sur cet objet avec les autres gouvernements signataires de la Convention.

La France, l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce, la Serbie, la Perse

¹ Voir page 45.

et la République de San Salvador, n'avaient pas encore répondu à la note du Conseil fédéral à la date du 13 avril.

En portant à la connaissance du gouvernement turc les réponses que nous venons d'analyser, le Conseil fédéral l'invite, s'il persévère dans son intention, à provoquer lui-même, par les moyens qu'il jugera convenables, l'entente nécessaire entre les Etats signataires de la Convention. Il se déclare prêt à transmettre aux parties contractantes les communications qu'il plairait au gouvernement impérial turc de lui adresser.

Tel est, à la date où nous écrivons, l'état diplomatique d'une question qui, dans la situation actuelle des rapports de la Russie et de la Turquie, présente une gravité exceptionnelle. Une guerre, dont il est impossible de prévoir la durée et les complications, vient d'éclater entre deux Etats signataires de la Convention de Genève, et un doute cruel subsiste, sur le point de savoir si cette convention sera appliquée dans des conditions de réciprocité, qui en assurent le fonctionnement régulier.

Si la Turquie ne provoque pas à bref délai la réunion d'une conférence des Etats signataires du traité de 1864; si la Russie, également intéressée à la solution de cette difficulté, ne prend pas les devants pour amener l'entente des puissances; ou si un mode de vivre provisoire ne s'établit pas immédiatement, les hostilités auront commencé, de grandes souffrances se seront produites peut-être, avant que cette pénible incertitude ait été dissipée.

Sans doute, au point de vue légal, on peut s'étonner que la Turquie, qui a adhéré sans réserve à la Convention de Genève, qui a par conséquent accepté l'article 7 de cette Convention en ces termes : « Un drapeau distinctif et *uniforme* sera adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations un brassard sera également admis pour le personnel neutralisé le drapeau et le brassard porteront *Croix rouge sur fond blanc*, » vienne aujourd'hui, à la veille d'une grande guerre, notifier simplement aux puissances contractantes, qu'elle a de son propre chef introduit en ce qui la concerne, une modification importante aux clauses du traité !

Il n'est pas admissible que l'une des parties contractantes modifie le contrat sur un point quelconque, et entende faire accepter cette modification par les autres intéressés, sans qu'il soit intervenu

auparavant une décision régulière, par l'adoption d'un article additionnel, ou la révision d'un des articles actuels de la Convention.

Mais en fait, certaines déclarations de la note turque au Conseil fédéral, peuvent faire craindre que la Turquie ne soit impuissante à faire observer par ses troupes la Convention de Genève, si l'on n'accepte pas la modification qu'elle propose; si la Porte ne peut pas arborer le drapeau blanc à Croix rouge, sur ses propres ambulances, et mettre au bras de ses chirurgiens le brassard de Genève, en raison du mépris dans lequel ses sujets tiennent la *Croix*, comment obtiendra-t-elle de ses armées qu'elles respectent ces emblèmes chez leurs ennemis? D'autre part la Turquie, en déclarant ne pouvoir faire observer la Convention de 1864 dans sa teneur actuelle, place la Russie et le Monténégro dans une position difficile, puisqu'ils se trouveront liés par un engagement sans garanties de réciprocité de la part de leurs adversaires. La Porte paraît avoir le sentiment de cette difficulté, qu'elle propose d'écarter en demandant qu'on accepte son Croissant rouge au même titre que la Croix. Cette proposition soulève, il est vrai, une objection. N'y aurait-il pas un inconvénient à opposer à la Croix de Genève, dans laquelle les musulmans voient à tort un emblème religieux, le Croissant, qui est un autre emblème religieux. Une semblable opposition ne doit-elle pas être évitée, surtout dans une guerre où le fanatisme de races et de croyances sera nécessairement surexcité au suprême degré? Déjà le sultan a proclamé la guerre sainte à l'ombre du drapeau des khalifes, et si l'on en croit les protestations du Monténégro, la vue du drapeau blanc à Croix rouge arboré par un convoi de blessés, a suffi, au mois d'octobre dernier, pour allumer le feu des canons des forts turcs, qui se taisaient quand le signe s'abaissait.

Si tel est le sort réservé à ceux qui se croient protégés par les emblèmes de neutralité, il est certain que la suppression de ces signes serait préférable à l'état de choses actuel. Et cependant on ne peut se résigner à admettre, que la pensée d'humanité qui a dicté la Convention de Genève soit mise entièrement de côté, au moment où elle serait le plus nécessaire et le plus utile. Il faut à tout prix trouver une solution qui, en tenant compte des faits, des préjugés existants, assure aux victimes de cette guerre les bienfaits de la neutralisation.

D'actives démarches devraient solliciter de la Turquie l'engagement de faire respecter la Croix rouge par ses troupes ; puis il faudrait provoquer à bref délai l'adoption d'un mode de vivre entre la Russie et la Turquie, sur la base qui semble indiquée par la Russie elle-même, à savoir l'admission du Croissant avec adjonction d'un signe particulier comme emblème de neutralité. On pourrait examiner aussi la solution mentionnée dans la réponse de l'Autriche à la note du Conseil fédéral, et qui consisterait à remplacer provisoirement la Croix unique par la Croix et le Croissant. Cette juxtaposition représenterait aux yeux des troupes, sous une forme sensible, cette idée humanitaire que l'antagonisme des deux signes, sur le terrain politique, doit faire place à leur *union* dans l'intérêt des blessés et des malades des deux nations.

Le Comité international a déjà appelé la sérieuse attention du Comité central russe sur la nécessité de l'adoption d'un mode de vivre en vue de la guerre qui vient d'éclater. Le moment lui semble venu d'engager solennellement tous les amis de la Convention de Genève à réunir leurs efforts auprès des gouvernements, et plus particulièrement des cabinets russe et turc, pour faire cesser au plus tôt l'incertitude qui règne sur l'observation de la Convention de Genève par les parties belligérantes.

Voici la dépêche du Conseil fédéral, à laquelle le précédent article fait allusion :

Berne, le 13 avril 1877.

A Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la Sublime-Porte, etc., etc., à Constantinople.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse a eu l'honneur de faire part à Son Excellence Safvet-Pacha de la note qu'il a adressée, en date du 29 novembre de l'année dernière, à tous les Etats signataires de la Convention de Genève, pour leur donner connaissance de la communication du ministère des affaires étrangères de

la Sublime-Porte, du 16 du même mois, relative à la substitution du Croissant à la Croix rouge pour les ambulances ottomanes. Considérant que cette communication tendait à modifier la Convention de Genève, notamment l'article 7 de cette Convention, par l'adjonction d'une disposition nouvelle, le Conseil fédéral priait les gouvernements co-contractants de bien vouloir lui faire connaître leur avis sur la modification proposée.

Bien que onze Etats seulement aient répondu à la note du 29 novembre et que les réponses de huit Etats soient encore attendues, le Conseil fédéral ne croit pas devoir tarder plus longtemps à communiquer à Son Excellence Safvet-Pacha, ministre des affaires étrangères de la Sublime-Porte, les avis des gouvernements qui se sont prononcés jusqu'à cette heure, se réservant de lui communiquer le plus tôt possible les réponses qui lui parviendraient encore et dont il vient de solliciter le prochain envoi.

Le Conseil fédéral constate en premier lieu que, de l'avis de la plupart des gouvernements, le projet de la Sublime-Porte de substituer le Croissant à la Croix pour les ambulances ottomanes, implique, une modification de l'article 7 de la Convention de Genève, et que, pour devenir obligatoire, cette modification doit être consentie par les Etats qui ont adhéré à cette Convention, et revêtir la forme solennelle d'un acte international conclu et signé par les représentants de ces Etats. En ce qui le concerne, le Conseil fédéral a déjà exprimé une manière de voir tout-à-fait semblable dans sa note du 29 novembre : il envisage également la proposition de la Sublime-Porte comme modifiant l'article 7 de la Convention par l'adjonction d'une disposition nouvelle, et c'est pour ce motif qu'il a cru devoir la soumettre à l'approbation des puissances signataires. Quant aux autres gouvernements qui n'ont pas explicitement adhéré à cet avis, il est à remarquer qu'ils n'ont présenté non plus aucune objection.

Si le gouvernement de la Sublime-Porte a l'intention de donner suite à sa proposition, le Conseil fédéral doit donc lui laisser le soin de provoquer, par les moyens qui lui paraîtront convenables, l'entente nécessaire entre les hautes parties co-contractantes, et il leur transmettra volontiers les communications ultérieures qu'il plairait au gouvernement impérial de lui adresser.

En communiquant ce qui précède à Son Excellence Safvet-Pa-

cha, le Conseil fédéral suisse saisit avec empressement cette occasion pour lui présenter les assurances de sa haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Vice-Président,

SCHENK.

Le Chancelier de la Confédération,

SCHIESS.

SOMMAIRE DES JOURNAUX DE L'ŒUVRE

PRUSSE. — *Kriegerheil.*

1877. N° 1. *Janvier.*

I. Communication : Comité central allemand. — II. Dr W. Roth, L'exposition sanitaire à Philadelphie. — III. Unions et Sociétés : *Prusse*, Union des dames ; Union des hôpitaux de femmes ; *Suède*, Comité central de l'Union suédoise. — IV. Bulletin littéraire : G. Fischer. Statistique des morts et blessés dans l'armée prussienne en 1870-71.

N° 2. *Février.*

I. Dr W. Roth, L'exposition sanitaire à Philadelphie (*suite*). — II. Unions et Sociétés : *Hollande*, Union hollandaise de Batavia ; Comité central des Indes hollandaises ; *Italie*, Union italienne ; Comité de Milan. — III. Mélanges : Madame Marie Simon : Les soins pour les Invalides dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ; Entretien des tombeaux des soldats français de la guerre de 1870-71, ensevelis en terre allemande. — IV. Bulletin littéraire : E. Knorr ; Situation et développement de l'état sanitaire de l'armée. Publications nouvelles et brochures.

N° 3. *Mars.*

I. Dr W. Roth, L'exposition sanitaire à Philadelphie (*fin*). — II. Unions et Sociétés : *Autriche*, L'ordre des chevaliers teutoniques. — III. Mélanges : Le Comité allemand pour l'exposition internationale d'hygiène et de sauvetage à Bruxelles en 1876 ; le fonds des Invalides de l'empire. — IV. Bulletin littéraire. Publications nouvelles et brochures.